

## 1. Associations : les solidarités en péril

À l'heure où les différents budgets, votés ou non, s'accordent tous à mettre à mal les associations, les résistances s'imposent. Deux mâchoires d'un même piège : la baisse drastique des subventions d'une part, et le Contrat d'engagement républicain d'autre part. Ce C.E.R est une façon de museler les associations les plus politiques. On ne dira jamais assez l'utilité des associations pour le lien social et la citoyenneté, et on parlera ici des associations de lutte, qu'elles soient écologistes, sociales ou citoyennes. Un tour d'horizon rapide, ou plutôt un état des lieux de ce qui résiste encore. Jusqu'à quand ?

Le samedi 11 octobre avait lieu sur tout le territoire des manifestations réussies en faveur des associations victimes des restrictions budgétaires sous le mot d'ordre « ça ne tient plus ». Des manifestations bien suivies par tout le monde associatif, que ces associations soient citoyennes, humanitaires, sportives ou de loisirs.

*L'Humanité* du 23 octobre faisait le bilan désastreux de la dernière loi de finance pour les associations. Il est question de 90 000 emplois menacés dans le secteur et d'une baisse drastique de 1 milliard d'Euros quant aux budgets. « Variable d'ajustement », titre l'éditorial du journal, insistant sur le fait que le néo-libéralisme et ses serviteurs n'ont de cesse que de « soumettre le monde associatif aux logiques de la marchandisation ». Nous y voilà.

**Depuis déjà une dizaine d'années, et sur le modèle des « social bonds » anglo-saxons, les associations sont mises en concurrence entre elles et avec le milieu associatif privé.**

Le privé qui, comme chacun sait (credo libéral) fait tout mieux que les autres. On a pu le voir avec les Ehpad notamment à travers le livre de Victor Castanet *Les fossoyeurs*. Mais d'autres secteurs subissent cette marchandisation avec les mêmes conséquences : service dégradé, public méprisé, salaires en berne et conditions de travail mortifères.

### Les associations font partie du tiers secteur,

**Elles sont dans ce qu'on appelle l'économie solidaire (et sociale), avec les coopératives et les mutuelles.** Elles constituent souvent de véritables bouées de sauvetage, remplaçant parfois des services publics et des services sociaux défaillants et épaulant les municipalités dans l'aide aux citoyens à travers des actions caritatives ou de solidarité.

Beaucoup de ces associations sont animées par des bénévoles qui prennent sur leur temps libre pour accomplir ces tâches indispensables que le secteur marchand délaisse de plus en plus. Ce sont souvent des retraités qui mettent la main à la pâte. Ces fameux « boomers » dont on dit pis que pendre. Celles et

ceux qui se seraient goinfrés durant les 30 glorieuses et qui sont responsables à la fois de la dette, du chômage et de tous les maux de la société. C'est oublier un peu vite que cette génération a su se battre contre les gouvernements et leurs politiques et qu'elle a souvent porté haut les couleurs de la justice et de la solidarité.

**On parle ici des associations citoyennes, les plus politiques, qu'elles soient écologistes, à vocation sociale, d'éducation populaire ou humanitaires.** Les associations sportives, culturelles ou de loisirs obéissent à d'autres logiques et, pour utiles qu'elles puissent être, elles n'entrent pas dans notre champ de

vision, pour ne pas parler de notre étude, au même titre que les associations du paramédical ou des associations communautaires, entre beaucoup d'autres.

**Toutes sont pourtant régies par la loi de juillet 1901** votée par le gouvernement Waldeck-Rousseau et qui dispose que « *l'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations* ». Il s'agit simplement de nommer un président et un trésorier au minimum et de déclarer les statuts en préfecture.

On l'a dit, ce tissu associatif est utile à la société et aux classes populaires dans la mise à disposition de certains biens et services mais aussi, comme le font par exemple les centres sociaux, dans la prise en compte de la parole citoyenne et dans la politisation

### Depuis longtemps les résistances s'organisent,

à travers notamment le CAC (Collectif des Associations Citoyennes) qui a mené des actions remarquées dans les années 2000. On a aussi des collectifs souvent formés par des chercheurs – politistes ou sociologues –, comme l'Observatoire citoyen de la marchandisation des associations ou l'Observatoire du droit à la ville sur les questions du logement notamment à l'exemple des Ateliers Populaires d'Urbanisme (APU). Ces chercheuses et ces chercheurs mettent leur savoir et leurs compétences à disposition des luttes citoyennes.

**Parmi ces associations de lutte, on trouve notamment** les associations de chômeurs (AC!, APEIS, MNCP), les associations d'éducation populaire (Attac, Copernic), les associations pour le logement (DAL), pour les migrants (Cimade), les sans-papiers (CSP) ou la défense des droits de l'homme et des libertés publiques (LDH). C'est assez dire que le tissu associatif est riche et qu'il indispose souvent les pouvoirs publics, les politiques et les milieux d'affaire quand on voit la répression qui s'abat sur des associations écologistes comme Les soulèvements de la terre, XR (Extinction Rébellion), Dernière Rénovation ou Greenpeace. On pourrait aussi parler des radios associatives, fédérées autour du FSER (Fonds de Soutien à l'Expression Radiophonique) qui a senti le vent du boulet l'année

de gens qu'on n'écoute pas et dont on ne tient pas compte, n'ayant pas l'agentivité, les moyens et les ressources des catégories sociales plus aisées.

**Car c'est aussi cela le rôle du milieu associatif,** faire en sorte que la parole des plus modestes soit écoutée et permettre aux plus éloignés des sphères de pouvoir de faire entendre leur voix, dans un idéal démocratique et citoyen.

**Bien sûr, on vous parlera d'associations plus ou moins bidons** qui font vivre quelques personnes plus ou moins bien intentionnées, mais ce ne sont souvent que quelques exemples ultra-minoritaires montés en épingle pour décrier globalement le monde associatif, car celui-ci n'a pas que des amis et est vu d'un mauvais œil par les partisans des lois du marché et de leurs supposées efficacités, pour ne pas parler d'efficience. Tout ce qui le contourne et y contrevient est bien entendu assimilé à du parasitisme ou à du copinage.

dernière avec des restrictions budgétaires drastiques mais qui pourraient bien perdre 44 % de leur budget.

**Outre les baisses de subvention et les restrictions budgétaires, on a aussi le Contrat d'Engagement Républicain (C.E.R),** ce fameux C.E.R du 1<sup>er</sup> janvier 2022 qui dispose que les associations doivent respecter les valeurs de la république sous peine de se voir refuser toute subvention ou agrément d'état. Parmi les sept engagements, on ne sera pas surpris de trouver « *la non remise en cause du caractère laïque de la République* » ou encore « *l'abstention de toute action portant atteinte à l'ordre public* », ce qui pourrait mettre hors-la-loi les collectifs les plus militants et les plus radicaux, sans parler des associations citoyennes des quartiers et des banlieues qu'on pourrait taxer d'islamo-gauchisme ou pire. Si le C.E.R a fait l'objet d'une levée de boucliers au début, il faut bien avouer que la plupart des associations ont fini par le signer, sous peine de ne pas pouvoir bénéficier de subventions indispensables au fonctionnement. Une victoire pour un gouvernement dont le but avoué est de mettre au pas les associations, de séparer le bon grain de l'ivraie, soit une paix royale aux associations les plus dociles et les moins dérangeantes contre une marginalisation des associations les plus revendicatives et les plus radicales dans la critique sociale.

## Que faire ?

D'abord informer, mais aussi se battre et lutter contre cet état de fait en fédérant les associations de lutte et toutes celles qui ont beaucoup à perdre dans cette nouvelle donne. Se battre avec les chercheurs et les sociologues pour mettre en lumière ces coups portés

aux associations en organisant des débats et en lançant des campagnes de sensibilisation, sachant que le monde associatif est vaste et qu'il concerne beaucoup de monde.

## 2. Quelques extraits du rapport du Conseil de l'âge (HCFEA) sur la participation des retraité-e-s dans les associations

On peut résumer les éléments de ce rapport dans ses conclusions.

Le rapport du Conseil de l'âge souligne que les retraités contribuent activement à la vie associative, syndicale et politique, tout en faisant face à des freins liés à la santé, aux finances et aux procédures administratives. En proposant des incitations fiscales, des réformes législatives et un accompagnement ciblé, le Conseil cherche à valoriser la participation des seniors comme levier de bien-être, d'autonomie et de dynamisme économique.

*Rapport du Conseil de l'âge (HCFEA) – Participation des retraités dans les associations*

### 1. Contexte et objectifs du rapport

Le Conseil de l'âge a adopté le 17 septembre 2025 un rapport intitulé « *La participation et la contribution économique, sociale et environnementale des seniors* » : [strategie-plan.gouv.fr](http://strategie-plan.gouv.fr)

Le document vise à revisiter et renouveler les visions de l'avancée en âge et à lutter contre l'âgisme en montrant que les seniors (≥ 65 ans) sont **acteurs économiques, sociaux et environnementaux** plutôt que de simples bénéficiaires.

### 2. Panorama de la participation associative

**Groupe d'âge      % de bénévoles en association (2024)      Évolution depuis 2004**

65-74 ans	<b>31,1 %</b>	Baisse de 9,7 points (de 40,8 % en 2004)
75 + ans	<b>30,9 %</b>	Reprise à un niveau proche des pics de 2004/2016
65 + ans (global)	<b>26,9 %</b>	Baisse continue depuis 2014 (30,6 % → 26,9 %)

*Les seniors de 65-74 ans ont vu leur participation associative se tasser depuis le milieu des années 2010, tandis que les plus de 75 ans se rétablissent à des niveaux historiquement élevés : [retraites.unsa.org](http://retraites.unsa.org)*

### 3. Freins à l'engagement

1. **Santé** – Les seniors présentant des limitations physiques ou cognitives participent moins activement : [retraites.unsa.org](http://retraites.unsa.org)

2. **Finances** – Les coûts liés à l'activité bénévole (déplacements, matériel) ne sont pas toujours couverts, surtout pour les seniors à faibles revenus : [banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr)

3. **Barrières administratives** – Des procédures lourdes et des limites d'âge obsolètes freinent l'inscription à des associations : [banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr)

4. **Changements de mode de vie** – La recherche de flexibilité et la montée de la mobilité intergénérationnelle réduisent le temps disponible pour le bénévolat : [publisocial.fr](http://publisocial.fr)

## 4. Effets positifs de la participation

- **Protection de la santé** – Le bénévolat est associé à une meilleure santé physique et mentale, surtout chez les seniors sans limitations sévères : [retraites.unsa.org](https://retraites.unsa.org)
- **Réduction des besoins d'aide à l'autonomie** – Une participation active peut diminuer la

dépendance future aux services d'aide à domicile : [retraites.unsa.org](https://retraites.unsa.org)

- **Satisfaction et inclusion sociale** – Le bénévolat favorise la rupture de l'isolement et renforce le sentiment d'appartenance : [publisocial.fr](https://publisocial.fr)

## 3. Dossier associations dans le numéro 1290 de l'hebdomadaire Politis (Paris)

Ce dossier s'inscrit dans le cadre des élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

**Pour l'hebdomadaire, les associations sont un rouage essentiel de la vie démocratique**, ne serait-ce que par leur action dans le domaine de services publics délaissés par l'État (soutien scolaire, médiation sociale, activités culturelles et sportives) de plus en plus délaissées par l'État.

Les associations sont indispensables à la cohésion sociale et au vivre ensemble, surtout dans les quartiers populaires et dans les zones périurbaines.

Le point de vue du journal est de démontrer que le tissu associatif, par le lien social qu'il crée, tend à éloigner les citoyens d'un vote vers l'extrême-droite.

**Dès les premiers temps de la Macronie, en 2017, la volonté de suppression des emplois aidés et le mépris pour les corps intermédiaires montrent la voie qui sera suivie.** Le CAC (Collectif des Associations Citoyennes) se mobilise mais le gouvernement Macron répond en enterrant le rapport Borloo (2018) jugé trop dépensier. En novembre 2024, Juliette Méadel (ministre de la Ville de Bayrou) entend faire disparaître 5 000 postes d'adultes-relais, emplois permettant aux structures associatives de recruter à coûts réduits.

**Le budget du premier gouvernement Le Cornu prévoyait une baisse de 26 % des crédits du programme « jeunesse et vie associative », une amputation de 40 % du budget de l'économie sociale et solidaire et 541 millions d'Euros en moins du budget dédié à l'insertion.** Des annonces qui ont provoqué les manifestations du 11 octobre (voir plus haut). C'est en réalité un plan social qui ne dit pas son nom, commente le journal.

**Les collectivités locales et surtout les municipalités ayant de moins en moins de ressources** avec la quasi-suppression des impôts locaux, ce sont les associations qui voient leurs subventions revues à la baisse, ou le plus souvent supprimées. On leur préfère les appels à projet et les mises en concurrence avec des associations obligées de se professionnaliser jusqu'à perdre leur convivialité et leur autonomie. Mais la tendance est bien à l'assèchement des budgets associatifs.

**Le journal fait un focus sur les quartiers populaires** avec le recul de la politique de la ville en direction des quartiers populaires (QPV, quartiers prioritaires de la ville) : soutien scolaire, accompagnement vers l'emploi ou médiation culturelle. Autant de politiques sociales en direction des femmes, des jeunes, des immigrés et des populations fragiles abandonnées qui pourraient favoriser le Rassemblement National et ses satellites en renforçant le chacun pour soi.

**La gauche est aussi responsable**, considérant ces zones en difficultés comme des acquis électoraux et faisant souvent preuve de paternalisme à l'égard de ses habitants.

**L'hebdomadaire alerte sur ce qu'on risque de perdre avec ce désinvestissement de l'État.** Les logiques de marché ne doivent pas prendre place dans le monde associatif pour qui la subvention doit rester le mode de financement. Les libertés associatives et culturelles sont menacées et il est rappelé ce que les associations apportent en termes de fraternité, d'altérité et d'hospitalité, valeurs en défense des droits humains et des libertés publiques. L'autonomie des associations doit être renforcée.

## 4. Quelques pistes de réflexion

**Il va sans dire que tout ce qui précède plaide, non seulement pour une mobilisation en faveur des associations, qu'elles soient citoyennes, populaires, écologiques, sociales, éducatives ou sportives, mais que notre syndicalisme doit trouver sa place dans cette lutte.**

On constate en effet dans le rapport du Conseil de l'âge que les personnes retraitées (plus de 65 ans), même si leur participation est en diminution à cause des freins relevés, sont souvent des éléments moteurs de ces associations dont ils sont aussi membres actifs ou dirigeants.

**Les bienfaits de cet engagement** sur la santé, l'inclusion sociale et l'autonomie sont soulignés dans ce rapport et cette participation à l'associatif renforce

également les liens intergénérationnels et, en cela, luttent contre l'âgisme et l'exclusion sociale des personnes âgées.

**Nous devons donc mener ce combat dans l'esprit de « la double besogne »**, à savoir militer avec les collectifs pour la défense et le développement des associations, se mettre en capacité de débusquer et combattre les mauvais coups qui leur sont portées, mais aussi, en tant que syndicat de retraité-e-s, en faire un enjeu central dans les politiques revendicatives des syndicats de notre Union nationale Solidaires, par l'information et la sensibilisation à ce thème aussi crucial pour les personnes âgées que pour les citoyens et la société en général.

## 5. REMARQUES / QUESTIONS DANS LE CADRE DU C.A DE L'UNIRS (25 mai)

- Ce que les retraités rapportent, quel type de campagne mener sur ce thème ? Quel part du PIB ? Pourquoi pas une journée sans retraités, pour nous rendre visibles.
- Distinguer les associations de solidarité qui œuvrent pour l'ensemble des droits, l'émancipation et l'indépendance des autres associations. Contributions volontaires possibles (crédits d'impôt pour les dons) ou en nature (heures de bénévolat).
- Les freins à l'engagement sont nombreux, comme le report de l'âge de la retraite.
- Il faut renforcer les contacts avec les associations de luttes afin d'élargir le front et d'être plus efficaces en menant des combats communs.
- SUD PTT puis Solidaires a été à l'origine de la création d'associations (A.C!, ATTAC, Copernic, AES...). Un travail commun se fait avec elles et le monde syndical doit être complémentaire du monde des associations de solidarité.
- Nous ne pouvons toutefois lutter avec toutes les associations, certaines fonctionnant comme des entreprises. SUD Asso peut nous aider dans les rapprochements à opérer.
- Dévoiement de l'associatif à travers les services civiques, rôle des CSE à travers les Activités économiques et sociales...

**En conclusion, il faudrait dépasser la question de l'UNIRS par rapport aux associations de luttes et la place des retraités dans les associations pour penser les liens entre syndicats et associations dans la réflexion et dans l'action.**